

VERS UNE SOCIÉTÉ ÉCONOME ET SOLIDAIRE

Développement ne rime pas forcément avec croissance

Doctrine officielle des organisations internationales, le développement, même « durable », est assimilé par certains économistes à la croissance et à ses dégâts. Or n'est-ce pas plutôt à une dissociation des deux qu'il faut travailler ? En effet, le mot d'ordre de décroissance ne peut s'appliquer, à la fois, aux pays pauvres démunis de l'essentiel et aux pays riches. Ce débat, qui traverse aussi le mouvement altermondialiste, ramène à une nécessaire critique des rapports sociaux.

Par JEAN-MARIE HARRIBEY

Maître de conférences à l'université Bordeaux-IV, membre du conseil scientifique d'Attac, coordonnateur du livre d'Attac *Le Développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Mille et une nuits, Paris, 2004 à paraître en août, et auteur de *La Démence sénile du capital, fragments d'économie critique*, Le Passant, Bègles, 2002. [site Internet](#)

Le « développement durable » ou « soutenable », doctrine officielle des Nations unies, est censé assurer le bien-être des générations présentes sans compromettre celui des générations futures (1). C'est une bouée de sauvetage à laquelle se raccrochent les gouvernements fervents partisans et pourvoyeurs de l'agriculture intensive, les chefs d'entreprises multinationales gaspillant les ressources, déversant sans vergogne leurs déchets et affrétant des bateaux-poubelles, les organisations non gouvernementales ne sachant plus que faire et les économistes pris en flagrant délit d'ignorance des contraintes naturelles.

Pourtant, le programme du développement durable est entaché d'un vice fondamental : la poursuite d'une croissance économique infinie est supposée compatible avec le maintien des équilibres naturels et la résolution des problèmes sociaux. « *Ce dont nous avons besoin, c'est d'une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et "environnementalement" soutenable* (2) », énonçait le rapport Brundtland. Or ce postulat est fondé sur deux affirmations très fragiles.

La première est d'ordre écologique : la croissance pourrait se poursuivre parce que la quantité de ressources naturelles requise par unité produite diminue avec le progrès technique. On pourrait donc produire toujours davantage avec moins de matières premières et d'énergie. Or la baisse de l'intensité en ressources naturelles est malheureusement plus que compensée par l'augmentation générale de la production ; la ponction sur les ressources et la pollution continuent ainsi d'augmenter, comme le reconnaît le rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) : « *Partout dans le monde, les processus de production sont devenus plus économes en énergie (...). Cependant, vu l'augmentation des volumes produits, ces progrès sont nettement insuffisants pour réduire les émissions de dioxyde de carbone à l'échelle mondiale* (3). »

Et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) s'alarme du ralentissement des progrès accomplis en matière d'intensité énergétique (4) : entre 1973 et 1982, cette dernière avait diminué en moyenne de 2,5 % par an dans les pays représentés au sein de l'AIE, puis seulement de 1,5 % par an de 1983 à 1990 et de 0,7 % par an depuis 1991 (5).

Une faille dans le discours officiel

La seconde affirmation contestable se situe sur le plan social : la croissance économique serait capable de réduire la pauvreté et les inégalités et de renforcer la cohésion sociale. Or la croissance capitaliste est nécessairement inégale, destructrice autant que créatrice, se nourrissant des inégalités pour susciter sans cesse des frustrations et des besoins nouveaux. Depuis quarante ans, malgré l'accroissement considérable de la richesse produite dans le monde, les inégalités ont explosé : l'écart entre les 20 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches était

de 1 à 30 en 1960, il est aujourd'hui de 1 à 80. Cela n'est pas surprenant : le passage à un régime d'accumulation financière provoque un chamboulement des mécanismes de répartition de la valeur produite. L'élévation des exigences de rémunération des classes capitalistes, notamment par le biais de la hausse des dividendes, condamne la part de la valeur ajoutée attribuée aux salariés à décroître, tant sous forme de salaires directs que de prestations sociales.

La Banque mondiale elle-même avoue que l'objectif de division par deux du nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue d'ici à 2015 ne sera pas atteint (6) : plus de 1,1 milliard vivent encore avec moins d'un dollar par jour. Le dernier rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) établit que les pays pauvres les moins ouverts à la mondialisation sont ceux qui ont le plus progressé en termes de revenu par habitant, au contraire des pays les plus ouverts (7).

L'incapacité à penser l'avenir en dehors du paradigme de la croissance économique permanente constitue sans doute la faille principale du discours officiel sur le développement durable. En dépit de ses dégâts sociaux et écologiques, la croissance, de laquelle aucun responsable politique ou économique ne veut dissocier le développement, fonctionne comme une drogue dure. Lorsqu'elle est forte, on entretient l'illusion qu'elle peut résoudre les problèmes – qu'elle a fait naître pour une grande part – et que plus forte est la dose, mieux le corps social se portera. Lorsqu'elle est faible, le manque apparaît et se révèle d'autant plus douloureux qu'aucune désintoxication n'a été prévue.

Aussi, derrière l'« anémie » actuelle de la croissance se cache l'« anomie » (8) grandissante dans les sociétés minées par le capitalisme libéral. Celui-ci se montre incapable d'indiquer un sens à la vie en société autre que le consumérisme, le gaspillage, l'accaparement des ressources naturelles et des revenus issus de l'activité économique, et, en fin de compte, l'augmentation des inégalités. Prémonitoire était le premier chapitre du *Capital* de Marx critiquant la marchandise : la croissance devient ce nouvel opium des peuples dont les repères culturels et les solidarités sont brisés pour qu'ils sombrent dans le gouffre sans fond de la marchandisation.

Le dogme dominant est traduit par Jacques Attali qui, bon prophète, croit déceler au début de l'année 2004 « *un agenda de croissance fabuleux* » que seuls « *des aléas non économiques, par exemple une résurgence du SRAS* » (9) seraient susceptibles de faire échouer. Pour tous les idéologues aveugles de la croissance, l'écologie, c'est-à-dire la prise en compte des relations de l'être humain et de la nature, n'existe pas : l'activité économique s'effectue *in abstracto*, en dehors de la biosphère.

C'est faire peu de cas du caractère entropique (10) des activités économiques. Bien que la Terre soit un système ouvert recevant l'énergie solaire, elle forme un ensemble à l'intérieur duquel l'homme ne peut dépasser les limites de ses ressources et de son espace. Or l'« empreinte écologique » – la surface nécessaire pour accueillir toutes les activités humaines sans détruire les équilibres écologiques – atteint déjà 120 % de la planète et, compte tenu des disparités de développement, il faudrait quatre ou cinq planètes si toute la population mondiale consommait et déversait autant de déchets que les habitants des Etats-Unis (11).

Dans ces conditions, l'idée de « *décroissance* » lancée par Nicholas Georgescu-Roegen (12) trouve un écho favorable au sein d'une partie des écologistes et des altermondialistes. Poussant la démarche théorique, certains auteurs adjurent de renoncer au développement, celui-ci ne pouvant selon eux être dissocié d'une croissance mortifère. Ils récuse tout qualificatif qui viserait à réhabiliter le développement que nous connaissons – qu'il soit humain, durable ou soutenable – puisqu'il ne peut être autrement que ce qu'il a été, à savoir le vecteur de la domination occidentale sur le monde. Ainsi Gilbert Rist dénonce-t-il le développement comme un « *mot fétiche* » (13) et Serge Latouche le développement durable comme un « *oxymoron* » (14). Pourquoi, alors que nous critiquons comme eux le productivisme impliqué par le règne de la production marchande, leur refus du développement ne nous convainc-t-il pas ?

Sur le plan politique, il n'est pas juste d'ordonner uniformément la décroissance à ceux qui regorgent de tout et à ceux qui manquent de l'essentiel. Les populations pauvres ont droit à un temps de croissance économique, et l'idée que l'extrême pauvreté renvoie à une simple projection des valeurs occidentales ou à un pur imaginaire est irrecevable. Il faudra bâtir des écoles pour supprimer l'analphabétisme, des centres de soins pour permettre à toutes les populations de se soigner et des réseaux pour amener l'eau potable partout et pour tous.

Il est donc parfaitement légitime de continuer à appeler *développement* la possibilité pour tous

les habitants de la Terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins, à l'éducation et à la démocratie. Définir les besoins essentiels comme des droits universels n'équivaut pas à avaliser la domination de la culture occidentale ni à adhérer à la croyance libérale en des droits naturels comme celui de la propriété privée. Les droits universels sont une construction sociale qui résulte d'un projet d'émancipation permettant à un nouvel imaginaire de s'installer sans que celui-ci se réduise à « *l'imaginaire universaliste des "droits naturels"* » critiqué par Cornelius Castoriadis (15).

D'autre part, il n'est pas raisonnable d'opposer à la croissance économique, élevée au rang d'objectif en soi par le capitalisme, la décroissance, elle-même érigée en objectif en soi par les anti-développementistes (16). Avec deux écueils symétriques : la croissance fait tendre la production vers l'infini et la décroissance ne peut que la faire tendre vers zéro si aucune borne n'est mise.

Le principal théoricien en France de la décroissance, Serge Latouche, semble en être conscient lorsqu'il écrit : « *Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche effrénée du profit pour les détenteurs du capital. Bien évidemment, il ne vise pas au renversement caricatural qui consisterait à prôner la décroissance pour la décroissance. En particulier, la décroissance n'est pas la "croissance négative", expression antinomique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance* (17). »

Or que signifierait une décroissance qui ne serait pas une diminution de la production ? Serge Latouche tente de s'extraire de ce piège en disant vouloir « *sortir de l'économie de croissance et entrer dans une "société de décroissance"* ». La production continuerait-elle de croître ? On ne comprendrait plus alors le mot de décroissance. Ou bien serait-elle maîtrisée, auquel cas le désaccord s'estomperait ? D'ailleurs, Serge Latouche finit par convenir que ce mot d'ordre de décroissance pour tous les Terriens est inadéquat : « *En ce qui concerne les sociétés du Sud, cet objectif n'est pas vraiment à l'ordre du jour : même si elles sont traversées par l'idéologie de la croissance, ce ne sont pas vraiment pour la plupart des "sociétés de croissance"* (18). » Subsiste une terrible ambiguïté : les populations pauvres peuvent-elles accroître leur production ou bien les sociétés de « non-croissance » doivent-elles rester pauvres ?

Eloge sans nuances de l'économie informelle

Les antidéveloppementistes attribuent l'échec des stratégies du développement au vice, supposé fondamental, de tout développement et jamais aux rapports de forces sociaux qui, par exemple, empêchent les paysans d'avoir accès à la terre en raison de structures foncières inégalitaires. D'où l'éloge sans nuance de l'économie informelle en oubliant que cette dernière vit souvent sur les restes de l'économie officielle. Et d'où la définition de la sortie du développement comme une sortie de l'économie, parce que celle-ci ne pourrait être différente de celle qu'a construite le capitalisme. La rationalité de l'« économie », au sens où l'on économise les efforts de l'homme au travail et les ressources naturelles utilisées pour produire, est mise sur le même plan que la rationalité de la rentabilité, c'est-à-dire du profit. Et toute amélioration de la productivité du travail se trouve assimilée à du productivisme.

En bref, il nous est dit que la chose économique n'existerait pas en dehors de l'imaginaire occidental qui l'a créée, au prétexte que certaines cultures ne connaissent pas les mots « économie », « développement », dont l'usage nous est familier. Mais si les mots n'y sont pas, la réalité matérielle, c'est-à-dire la production des moyens d'existence, est bien là. La production est une catégorie anthropologique, même si le cadre et les rapports dans lesquels elle est réalisée sont sociaux. Il résulte de cette confusion – qui revient à refaire du capitalisme une donnée universelle et non historique, rappelant curieusement le dogme libéral – une incapacité à penser simultanément la critique du productivisme et celle du capitalisme : seule la première est menée, mais sans qu'elle soit rattachée à celle des rapports sociaux dominants. Vouloir donc « *sortir de l'économie* (19) » tout en prétendant réenchasser « *l'économique dans le social* (20) » est pour le moins curieux.

Sur le plan théorique, soit on considère qu'une différence existe entre croissance et développement, soit on voit dans les deux phénomènes une même logique d'extension perpétuelle conduisant à l'impasse. La seconde position est aisément identifiable : c'est celle des partisans de la décroissance, qui sont aussi « antidéveloppementistes » ; mais la première est revendiquée tant par des économistes libéraux que par des antilibéraux. Les libéraux affirment poursuivre des objectifs qualitatifs ne se réduisant pas à la croissance matérielle, surtout depuis l'échec social des plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et de la Banque

mondiale. Mais cette distinction entre croissance (quantitative) et développement (qualitatif) représente une imposture dans la logique libérale dès lors que la croissance est considérée comme une condition nécessaire et suffisante du développement, et de surcroît éternellement possible.

Au vu des dégâts sociaux et écologiques d'un mode de développement qui semble indissociablement lié à la croissance, les économistes antilibéraux, issus du marxisme, du structuralisme ou du tiers-mondisme ont beaucoup de mal à faire valoir qu'on peut distinguer les deux notions. Les adversaires de tout développement ont alors beau jeu de récuser croissance et développement en niant toute possibilité de les dissocier.

Toute production n'est pas polluante

Peut-on dépasser cette contradiction ? Le capitalisme a intérêt à faire croire que croissance et développement vont toujours de pair, l'amélioration du bien-être humain ne pouvant passer que par l'accroissement perpétuel de la quantité de marchandises. Nous devons alors fonder pour l'avenir une distinction radicale entre les deux concepts : l'amélioration du bien-être et l'épanouissement des potentialités humaines se réalisant hors du sentier de la croissance infinie des quantités produites et consommées, hors du sentier de la marchandise et de la valeur d'échange, mais sur celui de la valeur d'usage (21) et de la qualité du tissu social qui peut naître autour d'elle.

Le mot d'ordre de décroissance, appliqué indistinctement pour tous les peuples ou pour tout type de production, serait injuste et inopérant. D'abord parce que le capitalisme nous impose actuellement une certaine décroissance, surtout celle des biens et services dont nous aurions socialement le plus besoin : transports collectifs, santé, éducation, aide aux personnes âgées, etc. Ensuite parce que toute production n'est pas forcément polluante ou dégradante. Le produit intérieur brut (PIB), évalué monétairement, enregistre la croissance des activités de services, dont la pression sur les écosystèmes n'est pas comparable à celle de l'industrie et de l'agriculture. La nature de la croissance importe au moins autant que son ampleur. L'urgente nécessité de diminuer l'empreinte écologique n'implique pas la décroissance de toutes les productions sans distinction entre elles ni entre ceux auxquels elles sont destinées.

L'utilisation planétaire des ressources doit être organisée de telle sorte que les pays pauvres puissent enclencher la croissance nécessaire à la satisfaction des besoins essentiels, et que les plus riches deviennent économes. Tout modèle imposé aux pays pauvres ne pourrait que détruire leurs racines culturelles et constituer un obstacle à un développement émancipateur. Dans les pays riches, il convient de penser les politiques en fonction de la transition à assurer : le décrochage progressif de la croissance et du développement.

Cela passe non pas par une décroissance aveugle, inacceptable pour une majorité de citoyens, mais par une décélération ciblée permettant d'enclencher la transformation des processus productifs et aussi celle des représentations culturelles : la décélération de la croissance, comme première étape avant d'envisager la décroissance sélective, en commençant par celle des activités nuisibles, pour une économie réorientée vers la qualité des produits et des services collectifs, une répartition primaire des revenus plus égale et une baisse régulière du temps de travail au fur et à mesure des gains de productivité, seule manière de promouvoir l'emploi en dehors de la croissance. En sachant que toute remise en cause du modèle de développement actuel n'est réaliste qu'à condition de remettre en cause simultanément les rapports sociaux capitalistes (22).

Définir le développement comme l'évolution d'une société qui utiliserait ses gains de productivité non pour accroître indéfiniment une production génératrice de dégradations de l'environnement, d'insatisfactions, de désirs refoulés, d'inégalités et d'injustices, mais pour diminuer le travail de tous en partageant plus équitablement les revenus de l'activité, ne constitue pas un retour en arrière par rapport à la critique du développement actuel. Cela ne condamne pas à rester à l'intérieur du paradigme utilitariste, si les gains de productivité sont obtenus sans dégrader ni les conditions de travail ni la nature.

A partir du moment où l'on admet que l'humanité ne reviendra pas à l'avant-développement et que, de ce fait, les gains de productivité existent et existeront, leur utilisation doit être pensée et rendue compatible avec la reproduction des systèmes vivants. On peut faire l'hypothèse que la baisse du temps de travail peut contribuer à débarrasser notre imaginaire du fantasme d'avoir toujours davantage pour mieux être, et que l'extension des services collectifs, de la protection sociale et de la culture soustraits à l'appétit du capital est source d'une richesse incommensurable avec celle que privilégie le marché. Derrière la question du développement sont en jeu les

finalités du travail et donc le chemin vers une société économe et solidaire.

Lire aussi : Tozeur, ravagée par le tourisme

(1) Gro Harlem Brundtland, *Notre avenir à tous*, Rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, Fleuve, Montréal, 1987.

(2) *Ibid.*, p. XXIII.

(3) *Rapport mondial sur le développement humain 2002*, De Boeck, 2002, Bruxelles, p. 28.

(4) L'intensité énergétique (et plus généralement l'intensité en ressources naturelles) de la production est la quantité d'énergie (ou de ressources naturelles) nécessaire pour produire 1 euro de PIB.

(5) AIE, *Oil crises and climate challenges : 30 years of energy use in IEA countries*, Vienne, 2004, www.iea.org.

(6) Déclaration de son président, M. James Wolfensohn, citée dans « Les objectifs de réduction de la pauvreté ne seront pas atteints », *Le Monde*, 24 avril 2004.

(7) Cruved, *The Least Developed Countries, Report 2004*, Nations unies, Genève, mai 2004, 362 p.

(8) Durkheim définissait l'anomie comme l'absence ou la disparition des valeurs communautaires et des règles sociales.

(9) Jacques Attali, « Un agenda de croissance fabuleux », *Le Monde*, « 2004, l'année du rebond », 4-5 janvier 2004.

(10) L'entropie désigne la dégradation de l'énergie.

(11) Redefining Progress, www.rprogress.org

(12) Nicholas Georgescu-Roegen, *La Décroissance*, Sang de la terre, Paris, 1995.

(13) Gilbert Rist, « Le "développement" : la violence symbolique d'une croyance », dans Christian Comeliau (sous la dir. de), « Brouillons pour l'avenir. Contributions au débat sur les alternatives », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, Genève, no 14, PUF, Paris, 2003, p. 147.

(14) Serge Latouche, En finir, une fois pour toutes, avec le développement, *Le Monde diplomatique*, mai 2001. Un oxymoron est la juxtaposition de deux termes contradictoires.

(15) Cornélius Castoriadis, *Le Monde morcelé. Les carrefours du labyrinthe 3*, Seuil, Paris, 1990, p. 193.

(16) Silence, *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Parangon, Paris, 2003.

(17) Serge Latouche, « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », dans Christian Comeliau (sous la dir. de), *op. cit.*, p. 127.

(18) Serge Latouche, Pour une société de décroissance, *Le Monde diplomatique*, novembre 2003.

(19) Serge Latouche, *Justice sans limites. Le défi de l'éthique dans une économie mondialisée*, Fayard, Paris, 2003, p. 275.

(20) Serge Latouche, *ibid.*, p. 278.

(21) La valeur d'usage est l'utilité d'un bien ou d'un service, notion qualitative non mesurable et non réductible à une valeur d'échange monétaire. Cette dernière est le rapport dans lequel deux marchandises vont s'échanger entre elles par le biais de la monnaie. En soulignant cette distinction, on signifie le refus que tout soit marchandisé.

(22) *L'Economie économe. Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, L'Harmattan, Paris, 1997 ; *La Démence sénile du capital. Fragments d'économie*, Ed. du Passant, Bègles, 2e éd., 2004.